

Cadre réservé à l'acheteur

**MARCHÉ N°**

**MONTANT (euros HT)**

**NOTIFIÉ LE**  /  /  2 0

### MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Mois M0 = Mois précédent la remise des offres

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES ET PARTICULIÈRES (CCATP) -  
ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

**Objet du marché : Marché de prestation intellectuelle pour une mission de bureau d'étude CFO/CFA pour le site « Bel Manoir » se situant sur la plateforme technique de la Préfecture de Police, au 168 rue de Versailles 78150 le Chesnay-Rocquencourt.**

Marché public passé en application de l'article L.2196-4 du Code de la commande publique

<b>Signataire du marché :</b>	Le Préfet de police ou son représentant
<b>N° SIRET</b>	Etat : 110 002 011 00044
<b>Personne habilitée :</b>	Le Préfet de police ou son représentant
<b>Ordonnateur :</b>	Le Préfet de police
<b>Comptable assignataire des paiements :</b>	Etat : Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du département de Paris, 16 rue Notre Dame des Victoires, 75002 Paris
<b>Imputation budgétaire :</b>	Budget Etat, Prog 216, exercice 2025 et suivants
<b>Texte autorisant le représentant de l'acheteur à signer le marché :</b>	Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Maîtrise d'œuvre :</b>	Préfecture de police / DIE / SDC / MOA3

## SOMMAIRE

### Table des matières

1. Acte d'engagement .....	4
1.1. Acheteur.....	4
1.2. Titulaire du marché .....	4
1.3. Montant du marché.....	6
1.4. Décomposition du prix par cotraitants en cas de groupement conjoint .....	7
1.5. Avance .....	7
1.6. Renseignements bancaires .....	8
2. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES .....	8
2.1. Définitions .....	8
2.2. Objet de la prestation .....	9
2.3. Allotissement .....	9
2.4. Intervenants.....	9
2.5. Lieu d'exécution .....	11
2.6. Prestations similaires .....	11
2.7. Ordre de service.....	11
2.8. Tranches.....	11
2.9. Détail des missions .....	11
3. PIECES CONSTITUTIVES .....	13
4. DUREE DU MARCHE.....	14
4.1. Durée globale du marché .....	14
4.2. Délai d'exécution du marché .....	14
5. PRIX ET VARIATION DES PRIX.....	14
5.1. Nature des prix.....	14
5.2. Contenu des prix.....	14
5.3. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	15
5.4. Variation des prix .....	15
6. AVANCE.....	15
7. DELAI DE PAIEMENT.....	15
8. RETENUE DE GARANTIE.....	16
9. MODALITES DE REGLEMENT DES PRIX .....	16
9.1. Paiement.....	16
9.2. Répartition des paiements.....	16
10. EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
10.1. Réparation des dommages.....	18
10.2. Clause environnementale.....	18
10.3. Mesures de sécurité .....	18
10.4. Effectifs et moyens humains .....	18
10.5. Clause d'insertion sociale .....	19
10.6. Sous-traitance .....	19
10.7. Tâches essentielles .....	20
10.8. Stipulations applicables en cas de titulaire étranger .....	20
10.9. Protection de la main-d'œuvre.....	21
10.10. Clause de confidentialité.....	21
10.11. Obligation de vigilance .....	22
11. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	23
11.1. Traitement des données personnelles.....	23

11.2. Confidentialité et protection des données personnelles : .....	23
12. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	24
13. PENALITES.....	25
13.1. Généralités .....	25
13.2. Pénalité pour retard .....	25
13.3. Autres pénalités .....	25
13.4. Primes .....	26
14. Résiliation du marché.....	26
14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	26
14.2. Résiliation pour faute .....	27
14.3. Effets de la résiliation.....	27
14.4. Résiliation aux frais et risques.....	27
14.5. Tribunal compétent .....	28
15. Opérations de vérifications .....	28
15.1. Nature des opérations de vérifications.....	28
15.2. Déroulement des opérations de vérifications .....	28
15.3. Décision après vérification .....	28
16. Garanties .....	29
17. Assurances .....	29
18. Signature du marché.....	31
19. Réponse du pouvoir adjudicateur .....	33
20. Notification du marché .....	34
21. Cadre pour formule de nantissement ou de cession de créances .....	35

## 1. Acte d'engagement

Entre les Soussignés :

### 1.1. Acheteur

Le Préfet de police ou son représentant

1 bis rue de Lutèce

75195 PARIS Cedex 04

**Courriel :** [jean-paul.guinvanna@interieur.gouv.fr](mailto:jean-paul.guinvanna@interieur.gouv.fr)

[nathalie.stryzewski@interieur.gouv.fr](mailto:nathalie.stryzewski@interieur.gouv.fr)

[elodie.godo@interieur.gouv.fr](mailto:elodie.godo@interieur.gouv.fr)

**Adresse Internet :** <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr>

### 1.2. Titulaire du marché

Je soussigné,

Nom : .....

Prénom : .....

Qualité : .....

☐ Signant pour mon propre compte

☐ Signant pour le compte de la société

**et**

☐ Agissant en tant que prestataire unique

☐ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

☐ Solidaire

☐ Conjoint

Avec mandataire :

☐ Solidaire

Raison sociale : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Téléphone : .....

Fax : .....

Courriel : .....

Numéro SIRET : .....

Numéro au registre du commerce : .....

Ou répertoire des métiers : .....

Code NAF/APE : .....

Compagnie : .....

N° de police : .....

En cas de groupement,

cotraitant n°1		cotraitant n°2	
Raison sociale :		Raison sociale :	
Adresse :		Adresse :	
Code postal :		Code postal :	
Bureau distributeur :		Bureau distributeur :	
Téléphone :		Téléphone :	
Fax :		Fax :	
Courriel :		Courriel :	
Numéro SIRET :		Numéro SIRET :	
N° Reg. com. :		N° Reg. com. :	
N° rép. Métiers :		N° rép. Métiers :	
Code NAF/APE :		Code NAF/APE :	
Compagnie d'assurance :		Compagnie d'assurance :	
N° de police d'assurance décennale :		N° de police d'assurance décennale :	
cotraitant n°3		cotraitant n°4	
Raison sociale :		Raison sociale :	
Adresse :		Adresse :	
Code postal :		Code postal :	
Bureau distributeur :		Bureau distributeur :	

Téléphone :		Téléphone :	
Fax :		Fax :	
Courriel :		Courriel :	
Numéro SIRET :		Numéro SIRET :	
N° Reg. com. :		N° Reg. com. :	
N° rép. Métiers :		N° rép. Métiers :	
Code NAF/APE :		Code NAF/APE :	
Compagnie d'assurance :		Compagnie d'assurance :	
N° de police d'assurance décennale :		N° de police d'assurance décennale :	

### 1.3. Montant du marché

Le présent marché est traité au prix global et forfaitaire suivant :

	Montant global et forfaitaire en € HT	TVA	Montant global et forfaitaire en € TTC
Tranche ferme Phase 1			
Tranche ferme Phase 2			
Tranche optionnelle			
Montant total toutes tranches confondues			

## 1.4. Décomposition du prix par cotraitants en cas de groupement conjoint

En cas de groupement conjoint, la répartition détaillée des prestations que chacun des membres s'engage à exécuter est la suivante :

Statut	Nature de la prestation	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC (chiffres)
<b>Mandataire</b>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>Cotraitant 1</b>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>Cotraitant 2</b>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>Cotraitant 3</b>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>Cotraitant 4</b>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 1.5. Avance

**Le titulaire :**

☐ Accepte de percevoir l'avance

☐ Refuse de percevoir l'avance

**Groupement conjoint**

Mandataire	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance	<input type="checkbox"/> Accepte de percevoir l'avance
Cotraitant n°1	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance	<input type="checkbox"/> Accepte de percevoir l'avance
Cotraitant n°2	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance	<input type="checkbox"/> Accepte de percevoir l'avance

Cotraitant n°3	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance	<input type="checkbox"/> Accepte de percevoir l'avance
Cotraitant n°4	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance	<input type="checkbox"/> Accepte de percevoir l'avance

## 1.6. Renseignements bancaires

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du (des) compte(s) précisé(s) ci-après (**joindre un Relevé d'identité bancaire**).

Fournisseur	IBAN	Compléments
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 2. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Définitions

Terme	Définition
Contrat	Le contrat objet du présent document est un marché public passé en procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1 <sup>er</sup> avril 2021 - NOR : ECOM2106874A)
Acheteur	L'acheteur est la Préfecture de Police agissant en tant que pouvoir adjudicateur.
Titulaire	Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.
Notification	La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.



Terme	Définition
Ordre de service	de : L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché
Admission	: L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.
Prestation	: Les prestations désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.
Jours	: <p>Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.</p> <p>Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.</p> <p>Tous les délais journaliers prévus au présent marché, sauf information contraire, sont exprimés en jours calendaires et expirent à minuit le dernier jour du délai.</p> <p>Le fuseau horaire utilisé est celui du lieux d'exécution des travaux (UTC+2).</p>

## 2.2. Objet de la prestation

L'objet du présent marché est une mission de bureau d'étude CFO/CFA pour le site « Bel Manoir » se situant sur la plateforme technique de la Préfecture de Police, au 168 rue de Versailles 78150 le Chesnay-Rocquencourt.

### Contexte de l'étude

La Préfecture de Police est le principal affectataire des bâtiments (bureaux, ateliers, magasins et garages). Le site est bordé au Nord et à l'Est par l'espace classé dit « Les Fonds Maréchaux » (traversé par l'autoroute A13), au Nord, par le RN 307, au Sud, par le Domaine de Bel Air, à l'Ouest par la rue de Versailles sur laquelle s'ouvrent ses deux accès.

Depuis 1988 de nouveaux services ont été installés sur la plateforme, qui compte aujourd'hui une vingtaine de bâtiments, totalisant 28.844 m<sup>2</sup> de surfaces H.O.N pour une emprise au sol d'environ 19.000 m<sup>2</sup>.

Actuellement des travaux pour l'installation d'un Data Center sont en cours et nous programmons un projet de construction d'un laboratoire sur le site. Le poste Haute Tension et le TGBT, sur lesquels sont branchés les autres bâtiments du site ainsi que récemment une partie du Data Center, ne permettent pas initialement de prendre en charge le futur bâtiment qui comportera des laboratoires en complément du Data Center, car la puissance de l'alimentation générale n'est pas suffisante.

## 2.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti au motif que son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## 2.4. Intervenants

## ■ Parties au marché

### **Le titulaire :**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

En l'attente de cette désignation ou à défaut, la personne physique signataire de l'acte d'engagement sera seule habilitée à engager le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils à l'acheteur, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un interlocuteur unique et un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects de ce Marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI en cas de modification de cet interlocuteur, le titulaire doit en aviser l'acheteur sans délai et proposer un remplacement dans un délai de 8 jours calendaires.

Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'acheteur se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire devra présenter un remplaçant adéquat dans les 8 jours calendaires suivant le refus de l'acheteur de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels.

### **L'acheteur :**

L'acheteur est représenté par :

PREFECTURE DE POLICE

Direction de l'immobilier et de l'environnement

Sous-direction de la Construction - Bureau MOA 3

1 bis rue de Lutèce 75 195 Paris Cedex 04

Conducteur d'opérations : M. GUINVANNA Jean-Paul

Mail : jean-paul.guinvanna@interieur.gouv.fr

## ■ Autres intervenants

Sans objet.

## 2.5. Lieu d'exécution

Le site « Bel Manoir » se situe au 168 rue de Versailles 78150 le Chesnay-Rocquencourt

## 2.6. Prestations similaires

Sans objet.

## 2.7. Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

## 2.8. Tranches

Ce marché ne comprend pas de tranche ferme.

## 2.9. Détail des missions

- **Analyse de la situation actuelle**

Le site Bel Manoir, qui abrite un nouveau centre informatique et devra recevoir un nouveau bâtiment comportant des laboratoires, fait face à des problèmes d'alimentation électrique qui mettent en péril la fiabilité et la continuité de service de ses installations. Les principaux points à considérer sont :

- Deux transformateurs ont été installés pour assurer la redondance de l'alimentation.
- Lors de la première mise sous tension, un incident a provoqué une coupure d'énergie sur tout le site.
- Les réglages initiaux n'étaient pas adaptés pour alimenter ces deux nouveaux transformateurs.
- Une configuration temporaire a été mise en place, mais elle fragilise le fonctionnement du site en cas de rupture d'alimentation du réseau ENEDIS.
- Il existe un risque de non-réalimentation automatique du site lors du retour de l'énergie sur le réseau ENEDIS.
- Les besoins en puissance du centre informatique vont augmenter progressivement jusqu'à atteindre 407 kW en juillet 2026.

- **Problématiques identifiées**

- Instabilité du réseau lors de la remise sous tension
- Risque de dépassement de la puissance disponible
- Impossibilité de garantir la réalimentation automatique
- Fragilité du système en cas de coupure ENEDIS

Nous sollicitons donc une expertise pour réaliser une étude approfondie visant à définir les solutions les plus adaptées pour augmenter la puissance électrique disponible sur le site.

**L'étude devra notamment porter sur les points suivants :**

- **Diagnostic précis de l'installation électrique existante :**
  - Inventaire détaillé des équipements électriques (poste HT, TGBT, réseaux de distribution, etc.)
  - Analyse de l'état de fonctionnement de chaque équipement (prévoir si nécessaire le remplacement de certains équipements électriques si vétustes pour les scénarios, etc.)
  - Mesure des consommations électriques actuelles de chaque bâtiment
- **Évaluation des besoins futurs :**
  - Estimation précise des besoins en puissance du nouveau laboratoire du CREL (estimé en phase APS à 126 KV en tenant compte d'une éventuelle évolution de 20%) et du data center.
- **Étude de différents scénarios :**
  - Proposition de plusieurs solutions techniques pour augmenter la puissance disponible (renforcement du poste HT, installation d'un nouveau transformateur, etc.)
  - Analyse des avantages et inconvénients de chaque scénario en termes de coûts, de délais de réalisation, d'impact sur l'exploitation du site et de flexibilité future.

Nous souhaiterions que les propositions techniques puissent prendre en compte également :

**1. Mise en place d'un système de gestion de l'énergie intelligent**

- Installation d'un système de gestion de l'énergie (SGE) pour surveiller et contrôler en temps réel la consommation électrique du site.
- Intégration de capteurs de courant et de tension sur les lignes principales et secondaires.
- Mise en place d'un logiciel d'analyse prédictive pour anticiper les pics de consommation.

**2. Modernisation des transformateurs et de leurs protections**

- Remplacement des transformateurs actuels par des modèles plus modernes avec une meilleure capacité de gestion des pics d'intensité.
- Installation de protections électroniques intelligentes capables de s'adapter dynamiquement aux conditions du réseau.
- Mise en place d'un système de démarrage progressif (soft start) pour limiter les appels de courant lors de la remise sous tension.

**3. Système de stockage d'énergie**

- Installation d'un système de stockage d'énergie par batteries (BESS - Battery Energy Storage System).
- Dimensionnement du BESS pour couvrir les besoins critiques pendant au moins 30 minutes.
- Intégration du BESS au SGE pour une gestion optimale de la charge et de la décharge.

**4. Mise à niveau du poste de livraison haute tension**

- Modernisation du poste de livraison haute tension pour supporter le passage à 20 000 V comme envisagé dans l'étude ENEDIS.
- Installation d'un système de commutation automatique entre les sources d'alimentation.
- Mise en place d'un dispositif de filtrage harmonique pour améliorer la qualité de l'énergie.

## 5. Mise à niveau du réseau de distribution interne

- Renforcement des câbles de distribution pour supporter l'augmentation progressive de la puissance.

- Installation de disjoncteurs intelligents capables de communiquer avec le SGE.

- Mise en place d'un réseau de distribution en anneau pour améliorer la redondance.

## 6. Système de compensation d'énergie réactive

- Installation de batteries de condensateurs pour améliorer le facteur de puissance.

- Mise en place d'un système de compensation dynamique pour s'adapter aux variations de charge.

- Intégration au SGE pour une gestion optimale de la compensation.

- **Phasage des travaux :**

- Définition d'un planning de réalisation des travaux, en tenant compte des contraintes d'exploitation du site

- **Estimation des coûts :**

- Chiffrage détaillé des investissements nécessaires pour chaque scénario, incluant les fournitures, la main-d'œuvre et les éventuelles études complémentaires

### **Les résultats de cette étude doit nous permettre de :**

- Choisir la solution technique la plus pertinente pour répondre à nos besoins
- Établir un budget prévisionnel détaillé
- Planifier les travaux de manière optimale

### **Documents à remettre / livrables**

L'étude de faisabilité technique sera rendue sous la forme d'un dossier au format A3 ou A4 remis sur support dématérialisé et en deux exemplaires papiers, qui sera suivi par des réunions nécessaires pour la présentation de l'étude par le titulaire.

Le cahier des charges sera rendu sous la forme d'un dossier au format A3 ou A4 et, au besoins, au format A0 pour les plans, et remis sur support dématérialisé et en deux exemplaires papiers, qui sera suivi par une réunion de présentation de l'étude par le titulaire.

## **3. PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi, sont par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques et Particulières – acte d'engagement et ses annexes ;
  - Décomposition du prix global et forfaitaire ;
  - Répartition du prix entre chaque membre en cas de groupement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 - NOR : ECOM2106874A)

Pièces générales non fournies :

- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du Code de la commande publique, du Code du travail, du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'urbanisme, de l'inspection du travail, de la CRAMIF et de l'OPPBTP ; les normes homologuées en France (NF et EN), les cahiers DTU (cahiers des charges, cahiers des clauses techniques, cahiers des clauses spéciales, y compris additifs, etc.), les règles de calcul DTU, les avis techniques et cahiers du CSTB en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserves toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées. Le cas échéant, les documents pris en compte sont ceux résultant de la négociation.

## **4. DUREE DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI, le marché court à compter de la date de démarrage figurant à l'ordre de service de la première phase technique du marché.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, l'ajournement ou le rejet par le pouvoir adjudicateur des documents d'étude ne sont pas réputés proroger les délais maximums, sauf décision contraire expresse du pouvoir adjudicateur.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

### **4.1. Durée globale du marché**

En application de l'article 13 CCAG/PI : sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

La mission de BET CFO/CFA prend fin, après la remise de tous les documents dus au titre du présent marché et validés par la maîtrise d'ouvrage.

### **4.2. Délai d'exécution du marché**

Le titulaire accomplit les missions qui lui sont confiées dans les délais suivants (en jours calendaires) : 60 jours à compter de la réception de l'ordre de service.

## **5. PRIX ET VARIATION DES PRIX**

### **5.1. Nature des prix**

Le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 mentionné à l'acte d'engagement.

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire inscrit au présent document.

Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

### **5.2. Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG/PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Des équipements de protections individuels et des mesures de protection collective nécessaires à la prévention des risques liées à l'épidémie de COVID19 sont également à la charge du titulaire.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

### **5.3. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'auto-liquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle est perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

### **5.4. Variation des prix**

Les prix ne sont ni actualisables ni révisables.

## **6. AVANCE**

En application de l'article 11.1 du CCAG/PI, l'option A est retenue.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la notification du marché.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes (TTC) comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% ou 40 % dans le cas d'une avance à 30% du montant TTC du marché.

## **7. DELAI DE PAIEMENT**

Acte d'engagement valant CCP – Prestations intellectuelles pour une mission de bureau d'étude CFO/CFA pour le site « Bel Manoir » se situant sur la plateforme technique de la Préfecture de Police, au 168 rue de Versailles 78150 le Chesnay-Rocquencourt

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente jours conformément aux dispositions des articles L.2191-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture conforme et non sujette à contestation ou rectification. Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Toutefois, le délai court de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les textes précédemment mentionnés fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement sur chaque situation de travaux. Ces frais de recouvrement sont cumulés avec les frais d'intérêts moratoires.

## **8. RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **9. MODALITES DE REGLEMENT DES PRIX**

### **9.1. Paiement**

Les prestations seront entièrement réglées après validation de l'étude par la maîtrise d'ouvrage.

### **9.2. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants (en cas de sous-traitance déclarée lors de la remise de l'offre).

Paiement de la prestation d'étude CFO/CFA :

- 80 % du montant du marché à la remise de l'étude répondant au marché.
- 20 % du montant du marché pour la validation de l'étude par le maître d'ouvrage.

### **9.3. Règlement des comptes - EDIFLEX**

Le règlement des comptes est effectué conformément au CCAG/Pi et complété des dispositions de la convention d'interchange annexée au marché (annexe 3 au présent CCAP).

Pour le paiement des sous-traitants, il est fait application de l'article L.2193-10 du Code de la commande publique.

La gestion des paiements sera dématérialisée par le recours à une plateforme d'échanges que le pouvoir adjudicateur aura mise en place. Le recours à cette plateforme est obligatoire, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur de présenter des demandes de paiement sous une autre forme. Le non-respect de cette modalité de dépôt des demandes de paiement entraînera

Acte d'engagement valant CCP – Prestations intellectuelles pour une mission de bureau d'étude CFO/CFA pour le site « Bel Manoir » se situant sur la plateforme technique de la Préfecture de Police, au 168 rue de Versailles 78150 le Chesnay-Rocquencourt



automatiquement leur rejet.

Le titulaire présente ses projets de décompte et demandes d'acompte mensuel, ainsi que les factures de ses sous-traitants agréés et admis au paiement direct, par le biais de la plateforme EDIFLEX. La connexion au service est accessible à l'adresse suivante :

<https://www.ediflex.com/Login.jsp>

Le mode opératoire de connexion sera communiqué après la notification du marché.

La saisie des avancements constatés à chaque fin de mois sur la DPGF dématérialisée (ou sur la DGF dématérialisée synthétique accompagnée, en pièce jointe, de la DPGF complète du marché avec ses avancements – au format .pdf, .xls, etc.) revêtira pleinement la valeur d'une remise de projet de décompte soumis à la validation du pouvoir adjudicateur.

Au préalable, le titulaire aura procédé à la « renormalisation » de la DPGF/DQE au format .slk pour injection dans EDIFLEX ou à la création de la DPGF/DQE identique au marché directement dans l'environnement web de la plateforme EDIFLEX.

Le délai de paiement court à partir de la date de la validation pour envoi à la maîtrise d'ouvrage des avancements, valant projet de décompte, conformément au cahiers des charges et non sujette à contestation ou rectification dans EDIFLEX.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur du décompte final transmis par le titulaire ou dans un délai de 10 jours à compter de la publication de l'index définitif permettant la révision du solde, si elle est postérieure.

Les détails du service EDIFLEX sont décrits dans la convention d'interchange en annexe 1 du présent CCAP.

EDIFLEX sera interfacé avec le portail de transmission CHORUS PRO « travaux », conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et sans préjudice des évolutions réglementaires et législatives à venir. Pour ce faire le titulaire devra avoir réalisé les prérequis logiciels au raccordement :

- 1°) Disposer d'un accès à CHORUS PRO (lié à l'identification SIRET) : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>
- 2°) Créer un **utilisateur technique** lié au compte CHORUS PRO : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creation-dun-compte-technique-pour-un-acces-api-en-production/>

Le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur les identifiants de l'utilisateur technique (2°)) afin que ce dernier implémente le raccordement dans EDIFLEX :

- Le code structure (SIRET)
- Le login de l'utilisateur technique (de la forme TECH\_000000000000@cpp2017.fr)
- Le mot de passe de l'utilisateur technique

Le login et le mot de passe de l'utilisateur technique ne permettent pas à un tiers d'accéder au compte CHORUS PRO du titulaire mais seulement à EDIFLEX et CHORUS PRO de communiquer lors des dépôts de situations. Les accès au compte CHORUS PRO demeurent privés.

Le titulaire ne devra en aucun cas faire de dépôt de situations dans CHORUS PRO directement, sans passer par EDIFLEX.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois décider unilatéralement de ne pas mettre en place la gestion dématérialisée des paiements décrite ci-dessus. A sa demande expresse et seulement dans ce cas-là, le circuit de présentation des projets de décompte par le titulaire sera celui décrit ci-dessous. En tant que de besoin, le titulaire joindra à son projet de décompte une copie des factures des sous-traitants.

- Soit, les factures ou situations seront déposées directement sur le portail CHORUS PRO « module travaux » (circuit dématérialisé CHORUS PRO travaux),
- Soit les factures ou situations seront adressées en lettre recommandée avec accusé de

réception à une adresse qui lui aura été communiquée (circuit physique).

Les factures sont établies par le titulaire en langue française et portent au moins les indications suivantes :

- L'identification du titulaire : raison sociale, adresse et SIRET ;
- La date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- Le service bénéficiaire de la prestation service prescripteur ;
- Le numéro de référence et date du bon de commande ;
- La désignation des prestations ;
- Le décompte des sommes dues ;
- La nature des prestations
- Le prix de base hors révision et hors taxes, le montant de la TVA et le montant TTC.

La date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, celui-ci doit être transmis sans délai au pouvoir adjudicateur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

## **10. EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **10.2. Clause environnementale**

Les obligations environnementales à la charge du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont précisées dans les pièces techniques du dossier de consultation des entreprises.

### **10.3. Mesures de sécurité**

Le marché s'exécute dans des lieux où des mesures de sécurité s'appliquent au sens de l'article 5.3 du CCAG/PI.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### **10.4. Effectifs et moyens humains**

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations sont fixés par le titulaire dans l'offre technique.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté aux prestations devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des prestations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces prestations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, le pouvoir adjudicateur peut exiger le remplacement immédiat de tout personnel dont il ne s'estime pas satisfait. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur de l'établissement.

### **10.5. Clause d'insertion sociale**

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG/PI, le présent marché ne prévoit pas d'action d'insertion permettant le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

### **10.6. Sous-traitance**

Conformément à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 134 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ainsi que la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter partiellement ses prestations.

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut faire appel à des sous-traitants, sous réserve d'une déclaration préalable au service adhérent.

Les déclarations de sous-traitance en cours d'exécution du marché sont soumises au formalisme décrit à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Afin d'obtenir l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément du service adhérent, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser le sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 contre récépissé ou envoi en lettre recommandée AR à la maîtrise d'ouvrage, et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En complément des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, à l'article L.2193-1 à L.2193-14 de la partie législative du code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à l'article R.2193-22 de la partie réglementaire du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont :

- En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation de main levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le pouvoir adjudicateur notifiera après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

- En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et devront fournir une délégation de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

## **10.7. Tâches essentielles**

Sans objet.

## **10.8. Stipulations applicables en cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes du marché est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## 10.9. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## 10.10. Clause de confidentialité

En application de l'article L2132-1 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par la personne publique. Le présent engagement de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article L2132-1 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la personne publique à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- Ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par la personne publique à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par la personne publique à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- N'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses cotraitants et ses sous-traitants, le cas échéant.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

## 10.11. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- Le certificat social URSSAF ;
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **11. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

### **11.1. Traitement des données personnelles**

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le pouvoir adjudicateur, au sein de la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement et du Bureau des Marchés Immobiliers de la Préfecture de Police de Paris.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le pouvoir adjudicateur.

### **11.2. Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.



Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- Les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- Les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- Garantir leur confidentialité ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **12. UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit, les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Par dérogation à l'article 35.3.2 le titulaire ne peut librement publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité fixées au présent CCAP et de l'accord express et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se prononcera sur son accord quant à la mention de son nom lors de la publication.



## 13. PENALITES

### 13.1. Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Toutes les pénalités peuvent être appliquées par précompte sur les acomptes, avant même le terme du délai global d'exécution.

Les pénalités sont exprimées en € HT.

### 13.2. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, En cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité applicable pour chaque retard à compter du dernier jour du délai maximum indiqué à l'article 4.1 de 100 € HT par jour de retard.

En cas d'absence non autorisée à une réunion, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité applicable pour chaque absence de 150 € HT.

### 13.3. Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Absence à une réunion	Dans l'accomplissement de ses missions, le représentant principal ou les suppléants désignés par le titulaire devra participer à l'ensemble des réunions et visites organisées par le pouvoir adjudicateur, et ce, qu'elle qu'en soit la périodicité. Le titulaire ne saurait opposer un éloignement géographique pour justifier une absence à une réunion.	Le pouvoir adjudicateur doit en formuler la demande dans le délai de 5 jours calendaires minimum avant la tenue de la réunion. Le titulaire dispose de 2 jours calendaires à compter de la réception de la demande, pour signaler une éventuelle absence. Le pouvoir adjudicateur proposera alors une seconde date, à laquelle le titulaire ne pourra se soustraire. En cas d'absence à une réunion, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est fixé à 500 € par absence constatée. En cas de retard de plus de 30 minutes, 50 € par demi-heure pendant 1 heure.  Au-delà, la pénalité forfaitaire de 500 € est appliquée.
Pénalité en cas de travail dissimulé	Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du	10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1,

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
	Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche. En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du maître d'œuvre.	L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.
Pénalité pour défaut de conformité du marché	Le montant de la pénalité pour non atteinte des objectifs (livrables, délais, moyens, résultats, respect des objectifs, etc.).	300 € HT par manquement constaté.
Pénalités liées à des obligations administratives	Attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail :  Documents justifiant de la régularité d'un détachement de salarié :	En cas de retard de production de document dans un délai de 8 jours à la demande du pouvoir adjudicateur, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.  En cas d'absence de production ou de production tardive des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, il est appliqué une pénalité de 100 € HT par jour de retard à compter de la date effective du détachement.

### 13.4. Primes

Le présent marché ne prévoit pas de primes au profit du titulaire.

## 14. Résiliation du marché

### 14.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

## 14.2. Résiliation pour faute

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas et les conditions prévus à l'article 39 du CCAG/PI.

Lorsqu'elle est requise, la mise en demeure informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le délai d'exécution mentionné à l'article 39.2 du CCAG/PI est précisé dans la mise en demeure et ne peut être inférieur à 5 jours ouvrés.

## 14.3. Effets de la résiliation

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir.

Lorsque l'acheteur est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au titulaire les prestations à réaliser et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du marché, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée au titulaire, ce dernier devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

## 14.4. Résiliation aux frais et risques

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, l'acheteur se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues dans un bon de commande, aux frais du titulaire, en cas de résiliation pour faute, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'acheteur se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution de tout ou partie des prestations prévues dans un bon de commande, aux frais du titulaire, lorsque ce dernier n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. Dans ce cas, l'exécution aux frais et risques du titulaire des prestations ne vaut pas résiliation de l'accord cadre.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 14.5. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Paris

7, rue de Jouy

Paris

75004

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## 15. Opérations de vérifications

### 15.1. Nature des opérations de vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Chaque livrable fait l'objet d'opérations de vérifications.

### 15.2. Déroulement des opérations de vérifications

Les opérations de vérifications sont effectuées par l'acheteur dans un délai de 2 mois à compter de la livraison des prestations à l'acheteur.

### 15.3. Décision après vérification

#### ■ Admission tacite

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. A défaut, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

#### ■ Admission expresse

Le point de départ du délai de vérification des prestations est la date de remise ou la date de livraison des prestations à l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur prend une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

#### ■ Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG/PI, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de 5 jours ouvrés.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 1 jours ouvré, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de 5 jours ouvrés courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 1 jours ouvré ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 5 jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations.

#### ■ Admission avec réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/PI, en cas de décision de d'admission avec réfaction, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose de 15 jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### ■ Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

## 16. Garanties

Conformément à l'article 30 du CCAG/PI, le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations qui lui sont confiées par le présent marché.

A ce titre, il ne peut notamment pas se retrancher derrière la défaillance ou le fait de ses préposés, de ses fournisseurs ou de ses transporteurs.

Les délais de garanties sont ceux mentionnés à l'article 30 précité.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

## 17. Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants doivent contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériel causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### Liste des dérogations au CCAG :

L'article 2.1 du présent CCP-AE déroge à l'article 3.4.4 du CCAG/PI.

L'article 2.4 du présent CCP-AE déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/PI.

L'article 3 du présent CCP-AE déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI.

L'article 4.1 du présent CCP-AE déroge à l'article 13.1.1 du CCAG/PI.

L'article 9.2 du présent CCP-AE déroge à l'article 11 du CCAG/PI.

L'article 11.2 du présent CCP-AE déroge à l'article 16.1 du CCAG/PI.

L'article 13 du présent CCP-AE déroge à l'article 35.3.2 du CCAG/PI.

L'article 14.1 du présent CCP-AE déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI.

L'article 14.2 du présent CCP-AE déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/PI.

L'article 16.3 du présent CCP-AE déroge à l'article 29.21 du CCAG/PI.

L'article 16.3 du présent CCP-AE déroge à l'article 29.3 du CCAG/PI.

## 18. Signature du marché

Pièces à produire par le cocontractant :

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 et D8254-2 à 5 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées ci-dessus.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat délivré par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Ces documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le candidat est informé que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre.

Je, soussigné, Monsieur / Madame .....

Agissant en qualité de .....

Au nom et pour le compte de la société .....

Après avoir pris connaissance

- De l'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP)

N'entrant dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner préciser par les articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique;

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats sociaux et fiscaux exigibles et présentés ci-dessus

après avoir remis l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

Je m'engage (Nous engageons) sans réserve, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies.

Je m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, sur la base de mon offre ou de l'offre du groupement, exprimée en euros, réalisée sur la base des conditions économiques du **mois précédent le mois de la date limite de remise des offres (dit mois Mo)**.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si le marché m'est attribué dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants déclarés par le titulaire sont annexées au présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

A .....

Le .....



## 19. Réponse du pouvoir adjudicateur

---

### VISAS

(Cadre réservé à l'administration – Ne pas compléter)

---

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement, elle comprend :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

La présente offre est acceptée en euros, unité monétaire d'exécution du marché et de tous les actes qui en découlent.

Le pouvoir adjudicateur :

A Paris, le .....

## 20. Notification du marché

---

### NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

---

Marché notifié le .....

Le titulaire ou son représentant

☐ sur place contre récépissé \*

.....

.....

☐ par lettre recommandée avec accusé de réception\*

.....

\* Cocher la case correspondante

Cachet commercial

---

## 21. Cadre pour formule de nantissement ou de cession de créances

(Cadre réservé à l'administration – Ne pas compléter)

### FORMULE D'ORIGINE

Exemplaire unique - aucun duplicata ne sera délivré

Copie de l'original délivrée en unique exemplaire, pour être remise en cas de cession ou de nantissement en ce qui concerne la partie des prestations évaluées :

Cocher la case correspondante

☐ La totalité du marché

☐ La partie des prestations évaluées à : ..... (à compléter)

.....€ (en lettres)

Devant être exécutées par

.....  
.....

En qualité de : co-traitant n°1

☐ la partie des prestations évaluées à : ..... (à compléter)

.....€ (en lettres)

Devant être exécutées par

.....  
.....

En qualité de : cotraitant n°2

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

A ....., le ..... 20..

Signature du pouvoir adjudicateur:

Formulaire à récupérer le cas échéant sous: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>